

SOMMAIRE

Page 4
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Page 5
ORDRE DU JOUR

Page 6
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Page 7 à 15
LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ
AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2000

Page 16 à 17
PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

Page 18
COMPTES DE RÉSULTAT

Page 19
BILAN

Page 20
PERSPECTIVES D'AVENIR POUR TRITURAF

Page 21
PROPOSITION D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Page 22
ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION TRITURAF

Page 23
NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Page 24 à 27
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Page 28 à 29
TEXTE DES RÉSOLUTIONS

Page 30 à 45
ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Monsieur Pierre BONNEIL

Administrateurs

Monsieur Georges Kouassi BROU

Monsieur Nicolas DJIBO

Monsieur Désiré DALLO

Monsieur Ambroise GBAKA

La Société BLOHORN SA HSL représentée par

Monsieur Michel AKA-ANGHUI

La Société CFDT représentée par

Monsieur Pierre-Henri TEXIER

La Société UAC HOLDINGS LIMITED représentée par

Monsieur Martin BARRETT

Commissaires aux Comptes Titulaires

CABINET CONTINENTAL AUDIT

CABINET PRICEWATERHOUSECOOPERS

Commissaires aux Comptes Suppléants

M. Edouard MESSOU

CABINET ERNST & YOUNG - CCCA

ORDRE DU JOUR

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2000 et des rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité OHADA.
- Approbation desdits comptes et conventions, quitus aux Administrateurs ;
- Affectation et répartition des résultats ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur ;
- Nomination des Administrateurs ;
- Fixation du montant de l'indemnité de fonction à allouer aux Administrateurs.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 27 JUIN 2001

Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil vous a réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2000 et la proposition d'affectation des résultats.

Il vous sera également demandé de procéder à la nomination des Administrateurs.

Les questions, inscrites à l'ordre du jour,

seront développées dans les chapitres suivants :

- Les activités de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000 ;
- Présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2000 ;
- Proposition d'affectation des résultats ;.
- Ratification de la cooptation d'un administrateur et nomination des Administrateurs.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

L'évolution de la production

Les matières premières mises en œuvre

1 - Les graines de coton triturées

a – Les quantités

Au cours de l'exercice 2000, la société a trituré 149 898 tonnes de graines de coton contre 168 429 tonnes l'exercice précédent, soit une baisse de 11%. Le tonnage total des graines a été approvisionné par les sociétés locales d'égrenage issues de la privatisation de la CIDT, à savoir la CIDT Nouvelle, la LCCI (Compagnie Cotonnière Ivoirienne) et Ivoire Coton.

Les 149 898 tonnes de graines ont généré, après usinage, 21 299 tonnes d'huile raffinée et 57 963 tonnes de tourteaux. Les rendements moyens qui ont été enregistrés sont respectivement de 14,20% d'huile raffinée sur graine de 38,67% de tourteaux sur graines.

b – La qualité des graines

Si le volume de l'approvisionnement en graines de coton s'est maintenu à un niveau relativement satisfaisant, il convient cependant de signaler que les graines livrées par certaines usines d'égrenage ont comporté des défauts

importants avec une forte teneur en acidité. Ces carences qui ont été identifiées par nos laboratoires et les analyses décennales effectuées par le CNRA ont entraîné des surcoûts au niveau du stockage, de la trituration et du raffinage ainsi qu'une détérioration du rendement en huile raffinée.

Au niveau des résultats d'exploitation, ces pertes ont été partiellement compensées par des clauses régissant les critères de qualité. Ainsi, pendant cet exercice, le montant des réfections liées à la qualité des graines a représenté un montant total de 590.829.242 F CFA.

c – Le prix d'achat des graines

Le prix des graines qui a été négocié avec les sociétés d'égrenage au cours de l'exercice 2000, s'est élevé à 38 F CFA/kg rendu usine TRITURAF Bouaké contre 44 F CFA/kg pour l'exercice antérieur, soit une baisse de 13,64% qui reflète la tendance générale de l'évolution des cours mondiaux des matières premières oléagineuses.

2 - Le raffinage d'huile de soja brute

Les difficultés de raffinage déjà citées ne

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

L'évolution de la production

nous ont pas permis de disposer de capacité résiduelle afin de triturer des graines de soja. Cependant, nous avons tenu à apporter notre concours à la poursuite de la valorisation de cette ressource nationale en établissant un accord avec la société de trituration OLEATECH pour le rachat de 523 tonnes d'huile brute de soja dont TRITURAF a procédé au raffinage. L'huile de soja raffinée ainsi obtenue a été vendue à la Société BLOHORN pour la production de la mayonnaise Calvé.

3- Les aliments du bétail et de volaille

La production d'aliment du bétail a atteint 5 294 tonnes en 2000 contre 4 462 tonnes en 1999, soit une augmentation de 18,65%. Du fait d'une moindre disponibilité en tourteaux de soja, la production d'aliment de volaille a enregistré une régression en volume de 36% en passant de 1247 tonnes en 1999 à 798 tonnes en l'an 2000.

4- Les achats d'oléine de palme

Compte tenu du ralentissement de la demande intérieure en huile de table, nos achats d'oléine de palme auprès de la Société BLOHORN sont passés de 3 868 tonnes en 1999 à 2 357 tonnes en 2000.

5- Le taux de fonctionnement de l'usine

La quantité de graines triturées (149 898 tonnes) a permis d'atteindre un taux d'utilisation de la capacité de production de l'usine de 83,28%, ratio qui doit être considéré comme satisfaisant et ce, en dépit des problèmes de qualité que nous avons déjà cités.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Tableau de l'évolution de la production

TONNAGE MIS EN OEUVRE ET PRODUCTION HUILERIE	Jan.00 déc.00	Jan.99 déc.99	Ecart en %
Graines de coton triturées C.I	149 898	168 429	(11,00)
Graines de soja triturées	0	3 031	(100)
Huile de coton raffinée	21 299	25 326	(15,90)
Huile de soja raffinée	482	602	(100,00)
Tourteaux de coton	57 963	67 107	(13,63)
Tourteaux de soja	0	2 294	(100,00)
Aliments du bétail	5 294	4 462	18,65
Aliments de volaille	798	1 247	(36,00)
Achat oléine de palme	2 357	3 968	(39,06)

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

L'évolution des ventes

Le détail des réalisations est donné sur le tableau ci-après.

Du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2000, le total des ventes hors taxes s'est élevé à 23.371 millions de F CFA dont :

- 15.920 millions de F CFA au titre de la production vendue,
- et 7.451 millions de F CFA au titre des marchandises revendues en l'état.

Il convient de préciser que les 15.920 millions de F CFA de production vendue sont composés de :

- 11.395 millions de F CFA d'huiles raffinées,
- 2 millions de F CFA pour le beurre de karité,

- 4.357 millions de F CFA de tourteaux de coton, de soja, d'aliments du bétail et de volaille,

- 166 millions de balles de coques.

A la clôture de l'exercice, les tonnages vendus ont représenté 100.027 tonnes se répartissant comme suit :

- 24.068 tonnes pour les huiles raffinées,
- 61.954 tonnes pour les tourteaux de coton et aliments du bétail et de volaille,
- 14.001 tonnes pour les balles et coques de coton.

Globalement, ces volumes s'inscrivent en baisse de 15,31% par rapport à l'année 1999.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

L'évolution des ventes

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2000, s'est inscrit en baisse de 17,72% par rapport à l'exercice antérieur. Ce recul est principalement lié :

- à la nouvelle baisse de prix consommateurs opérée sur les huiles de table (-5%),
- aux difficultés dues à l'environnement socio-politique qu'a connu le pays pendant toute la durée de l'exercice sous revue,
- à la faiblesse du cours international des tourteaux résultant du niveau pléthorique des stocks mondiaux.

Les produits revendus en l'état sont constitués des produits finis distribués en zone de savane par TRITURAF pour le

compte de BLOHORN, de SAPROCSY et de A.J. SEWARD et concernant principalement :

- La Mayonnaise Calvé, la préparation alimentaire Sossarôme, la nouvelle gamme de bouillon cube Royco, les Margarines Blue Band, Rama, Solor et le mélange St-Florigny,
- les détergents à usages ménager et industriel,
- les dentifrices, produits de toilette et cosmétiques,
- les savons et savonnettes.

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Tableau de l'évolution des ventes

DESIGNATION	2000		1999		% d'évolution	
	Qté (T)	Valeurs (FCFA)	Qté (T)	Valeurs (FCFA)	Qté (T)	Valeurs (FCFA)
Huiles raffinées	24.068	11.395	29.088	14.596	(17,26)	(21,74)
Beurre de karité	4	2	85	48	(95,29)	(95,83)
Tourteaux et Aliments de bétail & volaille	61.954	4.357	72.883	4.817	(15,00)	(9,55)
Balles et coques de coton	14.001	166	16.059	141	(12,82)	17,73
Sous-Total	100.027	15.920	118.115	19.602	(15,31)	(18,64)
Ventes en l'état		7.451		8.804		(15,36)
TOTAL GENERAL	100.027	23.371	118.115	28.406	(15,31)	(17,72)

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Investissements et travaux de recherche

Les investissements à caractère industriel se sont élevés à 102,8 millions de F CFA dont :

- 26,6 millions de F CFA pour les travaux et acquisitions de matériels liés à la sécurité.
- 6,9 millions de F CFA pour l'achat d'un codeur à jet d'encre.
- 44,3 millions de F CFA pour le matériel de transport (Direction usine et service administration des ventes).
- 5 millions de F CFA pour l'achat d'un photocopieur.

- 8,6 millions de F CFA pour l'acquisition de matériel de raffinage et de laboratoire.

- Comme chaque année, les investissements techniques ont été couplés avec d'importants travaux de recherche et de développement conduits avec le concours des Centres de recherche d'UNILEVER et avec les équipes spécialisées de la Direction des équipements industriels de la C.F.D.T à Paris.



X

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

**Personnel, Formation et Développement
des Ressources Humaines**

Au 31 décembre 2000, l'effectif total des travailleurs permanents était de 344 personnes contre 342 pour l'exercice précédent. Ces chiffres se décomposent comme suit :

	2000	1999	Ecart
Cadres	14	16	-2
Agents de maîtrise	84	77	+7
Employés et ouvriers	246	249	-3
Total	344	342	2

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Personnel, Formation et Développement des Ressources Humaines

Politique du Personnel

A l'instar des autres sociétés du Groupe UNILEVER en Côte d'Ivoire, nos procédures de recrutement des cadres sont axées sur l'embauche de jeunes diplômés nationaux dont la formation est complétée par des séminaires dispensés dans les Centres de Perfectionnement d'UNILEVER ou par des détachements professionnels dans les sociétés du Groupe UNILEVER en Côte d'Ivoire, en Europe ou en Afrique.

Ces programmes qui sont dispensés depuis 1985 ont permis l'accession progressive des cadres nationaux aux postes de responsabilité de l'Entreprise. Ainsi à la clôture de l'exercice, le personnel d'encadrement était entièrement ivoirisé.

Formation et développement des ressources humaines

Nous disposons sur le site de l'usine TRITURAF à Bouaké d'une cellule de formation permanente qui se consacre à la formation technique des Agents de Maîtrise et des Ouvriers.

Du 1er Janvier 2000 au 31 décembre 2000, cette cellule a réalisé 25 actions de formation continue dont 5 à l'étranger, pour un coût total de 49,9 millions de F CFA.

Ces formations ont profité en général à l'ensemble du personnel, certaines personnes ayant participé à plusieurs cycles de formation.

Les cours dispensés ont porté sur la sensibilisation du personnel aux règles de la sécurité, de l'hygiène et de l'environnement, et au perfectionnement des cadres et agents de maîtrise dans leurs domaines respectifs de compétence.

On peut noter que les actions de sensibilisation à la sécurité se sont accompagnées au fil des années d'une réduction rapide et sensible du nombre des accidents corporels occasionnant un arrêt de travail. Ce nombre est passé de 17 en 1993 à 5 en 1997 et 1 en 1998 puis à 0 au cours de ces deux dernières années.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

Comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, le total des ventes hors taxes a été de 23.371 millions de F CFA dont :

- 15.920 millions de F CFA pour la production vendue ;
- 7.451 millions de F CFA pour les ventes en l'état.

Après la prise en compte des produits accessoires, le chiffre d'affaires hors taxes ressort à 23.800 millions de F CFA.

Ce chiffre corrigé de la variation des stocks (-152.4 millions F CFA), augmenté des autres produits d'exploitation et financiers, porte le total des produits des activités ordinaires à 23.898 millions F CFA.

Les achats consommés se sont élevés à 16.191 millions soit 69,28% du total des ventes. La baisse de ce ratio qui était de 70,9% sur l'exercice précédent s'explique principalement par une diminution de 13,64% du prix de la graine de coton dont le prix rendu usine est passé de 44 F CFA le kg en 1999 à 38 F CFA/kg en 2000.

Les transports et déplacements se sont élevés à 1.185 millions de F CFA. Ce poste représente 5,07% du chiffre d'affaires contre 6,85 % l'année précédente. Cette évolution traduit la baisse des volumes de tourteaux de coton exportés (-17%) qui sont passés de 47.400 tonnes en 1999 à 38.981 tonnes en 2000, reflétant ainsi le résultat de nos efforts de promotion de la commercialisation des tourteaux de coton sur le marché local. A ce facteur, il convient de noter l'impact des produits qui ont été vendus en parité FOB et dont la valeur n'inclue pas le fret maritime.

Les services extérieurs dont le montant est de 1.438 millions de F CFA ressortent à 6,15% du chiffre d'affaires. Ce pourcentage est resté constant par rapport à l'exercice précédent (6,14% du chiffre d'affaires).

Les impôts et taxes s'élèvent à 561 millions soit 2,40% contre 1,12 % du chiffre d'affaires pour la même période de l'exercice précédent. La hausse de ce taux est principalement imputable au redressement fiscal de 150 millions de F CFA dont TRITURAF a fait l'objet au titre des exercices 1996/1997, 1998, 1999 et partiellement 2000.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

Les charges du personnel

Les charges du personnel qui sont de 2.612 millions de F CFA ont baissé de 10,9% par rapport à l'exercice précédent du fait de la diminution du personnel d'encadrement et de la forte réduction de l'effectif de la main-d'œuvre temporaire habituellement employée pour la manutention des graines de coton dans les silos extérieurs à l'usine.

Les dotations aux amortissements et provisions

Ce poste qui représentait 2,36% du chiffre d'affaires en 1999 est passé à 527 millions de F CFA en 2000, soit 2,24% du chiffre d'affaires.

Les produits et frais financiers

Les frais financiers qui étaient de 0,19% du chiffre d'affaires sur l'exercice précédent ont baissé à 0,04% en 2000 traduisant

la situation financière saine de la société. Notons que dans le même temps les produits financiers sont passés de 60 millions de F CFA à 215 millions de F CFA.

Le résultat des activités ordinaires ressort en définitive à 1.439 millions de F CFA contre 1.414 millions de F CFA en 1999.

Après l'intégration des résultats des activités non ordinaires qui ont dégagé une perte exceptionnelle de 19,79 millions de F CFA généré par la cession au cours boursier d'une partie des titres PALMCI et par la déduction de l'Impôt sur les Bénéfices, le résultat net de l'exercice s'élève à 897 millions de F CFA soit 3,84% du chiffre d'affaires contre 1.081 millions pour l'exercice antérieur (3,80%).

Les différents chiffres du compte de production et de résultats ainsi que ceux du bilan sont détaillés dans le tableau ci-après avec à titre comparatif, les chiffres de l'exercice 1999.

COMPTE DE RESULTAT

	Chiffres en millions F CFA	
	Exercice 2000	Exercice 1999
Chiffres d'Affaires	23 371	28 405
Production Stockée	- 1 52	11
Autres Produits	679	600
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	23 898	29 016
Achats Marchandises et Matières premières	14 904	19 066
Autres Achats	1 288	1 070
Transport	1 185	1 945
Services Extérieurs	1 438	1 415
Impôts et Taxes	560	318
Autres Charges	95	194
Charges de Personnel	2 612	2 931
Amortissements & Provisions	526	669
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	22 609	27 608
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 290	1 408
Produits Financiers	215	60
Charges Financières	66	55
RESULTAT FINANCIER	149	5
Produits HAO	30	187
Charges HAO	50	0
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES	- 20	187
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 419	1 600
Impôts sur les Résultats	522	519
RESULTAT NET	897	1 081

BILAN

ACTIF	Chiffres en millions F CFA	
	Exercice 2000	Exercice 1999
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisation Incorporelles	0	0
Immobilisations Corporelles	1 562	1 958
Immobilisations Financières	921	1 013
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 483	2 971
ACTIF CIRCULANT		
Stocks	2 595	2 951
Créances Clients	2 684	2 751
Autres Créances	5 308	508
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 587	6 210
TOTAL TRESORERIE ACTIF	413	3 118
TOTAL GENERAL ACTIF	13 483	12 299
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES		
Capital	2 600	2 600
Primes et Réserves	1 989	1 948
Résultat de l'Exercice	897	1 081
Provisions Règlementées	1 329	1 329
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 815	6 958
DETTES FINANCIERES		
Emprunts	0	0
TOTAL DETTES FINANCIERES	0	0
TOTAL RESSOURCES STABLES	6 815	6 958
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs	4 153	3 309
Autres Dettes	2 147	2 032
TOTAL PASSIF CIRCULANT	6 300	5 341
TRESORERIE PASSIF	368	0
TOTAL GENERAL PASSIF	13 483	12 299

PERSPECTIVES D'AVENIR POUR TRITURAF DANS LE NOUVEAU CONTEXTE POST-PRIVATISATION CIDT

Au terme de ce deuxième exercice social post-privatisation nous sommes toujours préoccupés par deux sujets majeurs :

- La sécurisation des conditions d'approvisionnement en graines de coton afin d'éviter leur exportation en l'état,
- la mise en place d'un mécanisme clair de prix de cession des graines et d'application équitable pour chacune des parties.

A cet effet, nous poursuivons les négociations avec l'ensemble de nos partenaires afin de définir un cadre de collaboration consensuel. Grâce à l'arbitrage des

Autorités de tutelle, nous avons pu aboutir, comme nous vous l'avons déjà indiqué, à l'instauration de critères de qualité assortis de clauses de réfaction et de bonification réciproques. De plus, une étude technique a été confiée au Groupement BNETD-HORUS afin de proposer un mécanisme de fixation du prix des graines de coton pouvant régir à l'avenir les conditions d'approvisionnement entre les égreneurs et TRITURAF. Nous gardons l'espoir de parvenir à la signature d'un accord sur l'année 2001 afin de sécuriser l'activité de trituration et de raffinage de notre Société.



PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

L'affectation des résultats qui est soumise à votre approbation a pour double objectif d'assurer une juste rémunération du capital social et de préserver le financement équilibré des investissements.

Il vous est proposé de mettre en distribution un dividende d'un montant brut de 1000 F CFA par action soit, un montant net de 900 F CFA par action, identique

au dividende alloué sur l'exercice antérieur. Ramené aux 1.040.000 actions composant le capital social, le montant ainsi envisagé représente un dividende global de 1 040 000 000 F CFA.

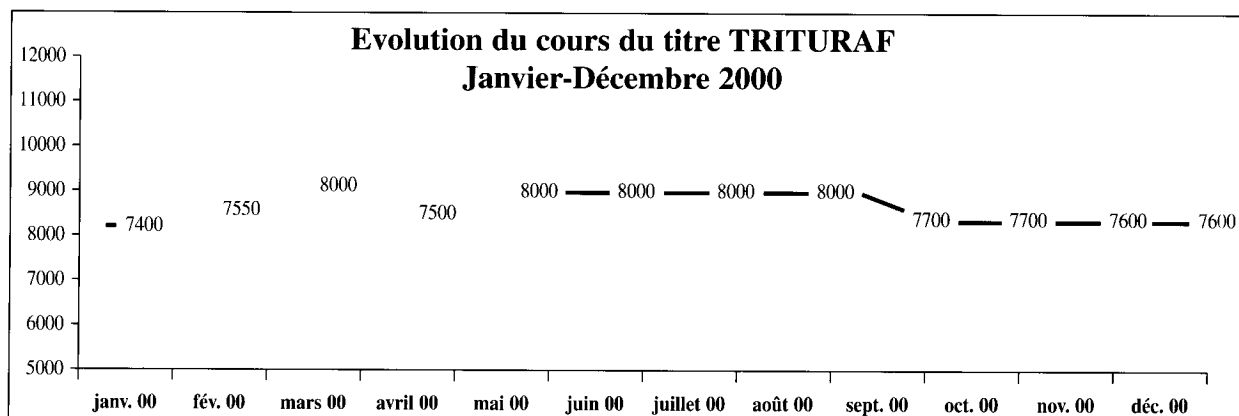
Si vous acceptez cette proposition, vous serez appelés à statuer sur l'affectation suivante des résultats :

Résultat net de l'exercice	897 340 217
Réserve légale (dotation de l'exercice)	89 734 021
Solde	807 606 196
Report à nouveau antérieur	843 821 528
Total distribuable	1 651 427 724
Dividende proposé	1 040 000 000
Report à nouveau	611 427 724

A l'issue de ces affectations, le compte "réserve légale" présentera un solde créditeur de 486 634 416 FCFA et le compte "report à nouveau" un solde créditeur de 611 427 724 FCFA.

Le versement du dividende pourra être effectué à compter du 18 juillet 2001 conformément à la réglementation boursière qui prescrit un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de l'Assemblée Générale.

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION TRITURAF
EN BOURSE DES VALEURS MOBILIERES



Le dividende net de 900 F.CFA qui vous est proposé, rapproché au cours de l'action à la clôture de l'exercice, représente un taux de rendement de 12%. Par rapport

au prix de l'offre publique de vente (6250 FCFA) par action opérée en octobre 1997, le taux de rendement est de 14%.

RATIFICATION DE LA COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR ET NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Nous vous informons que Monsieur Ambroise Gbaka, qui depuis le 1er octobre 2000 a été appelé à occuper de nouvelles fonctions au sein du Groupe Unilever Côte d'Ivoire n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat. Monsieur Kobenan Yao Kra qui a succédé à Monsieur Ambroise Gbaka en qualité de Directeur Administratif et Comptable de TRITURAF, a été coopté par le Conseil d'Administration du 19 Avril 2001.

Il sera demandé à la présente Assemblée de ratifier cette nomination faite à titre provisoire.

Nous voudrions en votre nom à tous exprimer nos sincères remerciements à Monsieur Ambroise Gbaka pour tous les efforts qu'il a déployés en sa qualité d'Administrateur et souhaiter une pleine réussite professionnelle à Monsieur Kobenan Yao Kra.

Le mandat des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration. Il vous est proposé la nomination de :

Messieurs :

Pierre Bonneil
Georges Kouassi Brou
Nicolas Djibo
Désiré Dallo
Kobenan Yao Kra

La Société BLOHORN S.A.-HSL représentée par Monsieur Michel Aka-Anghui,

La C.F.D.T. représentée par Monsieur Pierre-Henri Texier,

La Société U.A.C. HOLDINGS LIMITED représentée par Monsieur Martin Barrett.

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration lors de la tenue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Conformément à l'article 16-1 des statuts, il vous appartiendra de fixer le montant de l'indemnité de fonction à allouer aux administrateurs pour l'exercice 2000. Nous vous suggérons de reconduire la somme brute de 650 000 FCFA par Administrateur.

Nous pensons, Mesdames, Messieurs, vous avoir apporté les informations qui vous permettront d'approuver les résolutions qui vont être soumises au vote de la présente Assemblée. Les activités et résultats que nous vous avons présentés reposent sur la compétence et les efforts des membres du personnel auxquels nous adressons tous nos remerciements pour le dévouement dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société anonyme TRITURAF, établis en francs CFA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en

Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis conformément aux règles et principes comptables applicables dans les pays de l'UEMOA sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Abidjan, le 14 mai 2001

Pour Continental Audit
Représentant de
KPMG INTERNATIONAL

Pour
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Claude ANDOH
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Directeur Associé

Flan OULAI
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Directeur Associé

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales, toute convention entre la société et ses administrateurs ou ses dirigeants sociaux, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux Comptes.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ANCIENNES CONTINUANT DE PRODUIRE LEURS EFFETS

1.1 Contrat d'assistance entre UNILEVER PLC et TRITURAF comportant la mise à disposition par UNILEVER PLC des résultats des travaux de recherche et de développement effectués par UNILEVER, la fourniture dans le domaine technique de tous les conseils d'assistance nécessaires, ainsi que l'usage des brevets et procédés secrets appartenant à UNILEVER. Les conditions de rémunération de cette convention sont les suivantes :

- 1% des ventes HT réalisées des produits de savons et détergent ;
- 3,5% des ventes HT des produits ayant occasionné des prestations spécifiques ;
- 1% des ventes faites en vrac telle l'huile de coton en fûts, comme redevance complémentaire.

1.2 Convention d'appui technique et de personnel conclue avec la CFDT. La condition de la rémunération de cette convention est la suivante :

- 1% du chiffre d'affaires sur les ventes HT d'huile et de tourteaux au stade ex usine jusqu'à concurrence de 4 milliards de F.CFA ;
- 0,5% au delà.

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1.3 Convention relative à l'exécution de prestations ponctuelles d'assistance par la société BLOHORN SA HSL moyennant des bases de facturations qui seraient consenties à des tiers quelconques. Cette convention est rémunérée à hauteur de 200 millions de F.CFA sur l'exercice.

1.4 Convention d'utilisation par BLOHORN SA de la marque de savon MAXIMOUSSE. La redevance versée par BLOHORN à TRITURAF est de 1,5% du chiffre d'affaires HT réalisé avec les autres clients.

1.5 Convention signée entre la société UNILEVER PLC et ses filiales en Côte d'Ivoire (BLOHORN, PHCI et TRITURAF) prévoit que tout expatrié hors de son pays d'origine bénéficie d'une prime spéciale appelée "OVERSEA BONUS". Le montant de l'Oversea Bonus est de 15% du salaire brut annuel.

1.6 Convention de distribution réciproque entre BLOHORN SA et TRITURAF afin d'optimiser la synergie de leur politique

de vente, et ce dans les conditions habituelles accordées à la clientèle. Les ristournes appliquées sont les suivantes :

- 6% sur les ventes couvrant les conditions habituelles consenties par chaque société ;
- 1% sur les ventes HT couvrant les frais de commercialisation.

1.7 Conventions de comptes courants financiers conclues avec les sociétés suivantes :

- AJ SEWARD
- MECANEMBAL
- SAPROCSY
- HSL BLOHORN
- PHCI

Les conditions de rémunération de ces comptes courants est fonction du taux de Crédit Spot en vigueur sur le marché.

1.8 Convention relative à l'utilisation des marques ECLADOR et BRILLANT avec la société UNILEVER.

Abidjan, le 14 mai 2001

Pour Continental Audit
Représentant de
KPMG INTERNATIONAL

Claude ANDOH
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Directeur Associé

Pour
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Flan OULAI
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Directeur Associé

TEXTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2000, et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice ainsi que les opérations traduites par lesdits comptes et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu le rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du Traité OHADA, l'Assemblée Générale déclare approuver lesdites conventions.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2000.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve l'affectation et la répartition des bénéfices proposés par le Conseil d'Administration, et fixe en conséquence à 1000 francs CFA par action le montant brut du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à partir du 18 juillet 2001 conformément à la réglementation boursière qui prescrit un délai de 15 jours ouvrés après l'Assemblée Générale, pour le paiement des dividendes. Le paiement des dividendes sera effectué sur les comptes des actionnaires par leur Société de Gestion et d'Intermédiaire (SGI) respective.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris acte de la démission de Monsieur Ambroise Gbaka de son poste d'Administrateur et la cooptation de Monsieur Kra Kobenan en qualité d'Administrateur par le Conseil d'Administration du 19 avril 2001, décide de ratifier ladite nomination.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le mandat de l'ensemble des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration, nomme en qualité d'Administrateurs et pour une période de une année :

Messieurs : Pierre Bonneil ;
Georges Kouassi Brou ;
Nicolas Djibo ;
Désiré Dallo ;
Kra Kobenan ;

TEXTE DES RESOLUTIONS

La Société BLOHORN SA-HSL représentée par M. Michel Aka-Anghui ;
La CFDT représentée par M. Pierre-Henri Texier ;
La Société UAC Holdings représentée par M. Martin Barrett.

Les mandats ainsi conférés arriveront à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2001.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuvant le rap-

port du Conseil d'Administration décide d'allouer à chaque Administrateur à titre d'indemnité de fonction, et pour l'exercice 2000, la somme brute de 650 000 F CFA avant prélèvement des impôts en la matière.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal de ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales de dépôt et de publicité.



C'est une huile en or !

Huile supérieure
pour fritures et assaisonnements

Eclador
L'huile en or
Huile d'arachide de cuisine

**Pour grillades,
fritures et assaisonnements.**

triturf

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE CHARGÉ DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

CENTRE DE DÉPÔT DE : BOUAKE

**ETATS FINANCIERS NORMALISES DU SYSTEME
COMPTABLE OUEST AFRICAIN (SYSCOA)**

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2000

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE

DENOMINATION SOCIALE : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'huiles
(ou nom et prénoms de l'exploitant)

Végétales

SIGLE USUEL : TRITURAF

ADRESSE COMPLETE : 01 BP 1485 BOUAKE 01

Zone Industrielle de BOUAKE - Route de BEOUMI

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 7300691 P

SYSTEME NORMAL

Documents déposés

Fiche d'identification et renseignements divers	X
Bilan	X
Compte de résultat	X
Tableau financier des ressources et des emplois	X
Etat annexé	X
Etat supplémentaire	X
Nombre de pages déposées par exemple	
Nombre d'exemplaires déposés.....	

Documents déposés

Date de dépôt
Nom de l'agent de la DGI ayant réceptionné le dépôt
Signature de l'agent et cachet du service

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

FIRD
PAGE 1/3

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'Huiles végétales
Sigle usuel : TRITURAF

Adresse : 01 BP 1485 BOUAKE 01

N° d'identification fiscale : 7300691

Exercice clos le : 31 décembre 2000 Durée (en mois) : 12

ZA EXERCICE COMPTABLE DU 1 janvier 2000 AU 31 décembre 2000

ZB DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES 31/12/00

ZC EXERCICE PRECEDENT CLOS LE 31/12/00 DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS : 12

ZD 10 10 750

Grefre N° Registre du Commerce

N° Repertoire nationale des entreprises

ZE 00 200 184

N° des caisses sociales

31-63-43-54

N° Code Imprimeur

010 001

Code activité principale

ZF Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'Huiles végétales

Désignation de l'entreprise

Sigle

ZG 31-63-26-42/43

N° de téléphone

31-63-43-54

N° de télécopie

01

Code

1485

Boîte Postale

BOUAKE 01

Ville

ZH Zone Industrielle de BOUAKE - route de BEOUMI

Adresse géographique complète (Immeuble, rue, quartier, ville, pays)

ZI Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'Huiles végétales

Désignation précise de l'activité principale exercée par l'entreprise

100%

% capac. prod. utili.

M. KRA KOBENAN 01 BP 1485 BOUAKE 01 Directeur Administratif et Comptable

Nom, adresse et qualité de la personne à contacter en cas de demande d'informations complémentaires

Pierre BONNEIL, Directeur Général

Nom du professionnel salarial de l'entreprise ou

Nom, adresse et téléphone du cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL
DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers

CONTINENTAL AUDIT Immeuble AMCI, 15 Avenue J. ANOMA 01 B.P. 5682 Abidjan 01

PRICEWATERHOUSECOOPERS Immeuble Alpha 23 étage 01 B.P. 1361 Abidjan 01

Noms et adresses du ou des Commissaires aux Comptes

☐ Non, Non assujettie ☐ Non (refus) ☐ Oui, avec réserves ☒ Oui, sans réserves ☐ Non assujettie ☐ Non ☒ Oui

Etats financiers approuvés par
l'Assemblée Générale (cocher la case)

Pierre BONNEIL

Nom du signataire des états financiers

Directeur Général

Qualité du signataire des états financiers

15 Avril 2001

Date de signature

Signature

Domiciliations bancaires :

Banque :	Numéro de compte
BIAO-BOUAKE	36 030 779 A
BICICI-ABIDJAN	09561 000127 000 93
SGBCI ABIDJAN	0963 000 488 000 46
SGBCI BOUAKE	116 330 056-78
SGBCI KORHOGO	241 300 787-14
SGBCI DALOA	391 300 417-47
SIB DALOA	221 300 851 76
SIB BOUAKE	36 600 497 018
CITY BANK	114 026 018

triturf

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

FIRD
PAGE 2/3

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'Huiles
végétales

Sigle usuel : TRITURAF

Adresse : 01 BP 1485 BOUAKE 01

N° identification fiscale : 7300691 P

Exercice clos le : 31 décembre 2000

Durée (en mois) : 12

		Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique (1) :	<input type="text" value="01"/>	ZQ Entreprise sous contrôle public
ZL	Régime fiscal (1) :	<input type="text" value="1"/>	ZR Entreprise sous contrôle privé national x
ZM	Pays du siège social (1) :	<input type="text" value="03"/>	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger
ZN	Nombre d'établissements dans le pays :	<input type="text" value="01"/>	
ZO	Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue	<input type="text" value="00"/>	
ZP	Première année d'exercice dans le pays	<input type="text" value="1971"/>	

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Valeur Ajoutée (VA) (3)	% activité ou la VA
Vente produits fabriqués	<input type="text" value="010001"/>	15 919 954 840	68,12
Vente de marchandises	<input type="text" value="000000"/>	7 451 179 153	31,88
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
	<input type="text" value="000000"/>		
Divers			
TOTAL		23 371 133 995	100 %

(1) Se référer aux tables des codes

(2) Lister de manière précise les 10 premières activités dans l'ordre décroissant du C. A. HT., ou de la valeur ajoutée (V.A.)

(3) Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V. A.)

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

FIRD
PAGE 3/3

Dénomination sociale de l'entreprise : Trituration de graines oléagineuses et raffinage d'Huiles
végétales Sigle usuel : TRITURAF

Adresse : 01 BP 1485 BOUAKE 01

N° identification fiscale : 7300691 P Exercice clos le : 31 décembre 2000 Durée (en mois) : 12

DIRIGEANTS ⁽¹⁾

Nom	Prénom	Qualité	N° d'identification fiscale	Adresse (BP, ville, pays)
BONNEIL	PIERRE	PRESIDENT		01 BP 1751 ABIDJAN 01
BROU	GEORGES	VICE PRESIDENT		01 BP 1751 ABIDJAN 01
BROU KOUASSI	GEORGES	DIR. GENERAL ADJ.		01 BP 1751 ABIDJAN 01
ASSA	OUFFOUE	DIR. USINE		01 BP 1485 BOUAKE 01
KOBENAN YAO	KRA	DIR. ADMINIST.		01 BP 1485 BOUAKE 01

(1) Dirigeants = Président Directeur Général, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres.

ACTIONNAIRES OU ASSOCIES PRINCIPAUX (par ordre décroissant du capital souscrit)

Nom	Prénom	Nationalité	Capital	
			Montant (millions FCFA)	%
UAC HOLDING		ANGLAISE	1 560 020 000	60,00
CFDT		FRANCAISE	366 000 000	14,08
BLOHORN S. A		IVOIRIENNE	340 700 000	13,10
PRIVES IVOIRIENS			260 000 000	10,00
SUCCESSION LAMINE FADIGA			64 640 000	2,49
DJIBO SOUNKALO			8 640 000	0,33
TOTAL			2 600 000 000	100 %

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Prénom	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
BONNEIL	PIERRE	PRESIDENT DIRECTEUR GENE.	01 BP 1751 ABIDJAN 01
BARRET	MARTIN	REPRESENTANT (U.A.C)	01 BP 1751 ABIDJAN 01
BROU KOUASSI	GEORGES	DIR. GENERAL ADJOINT	01 BP 1751 ABIDJAN 01
DALLO	DESIRE	DIRECTEUR TECHNIQUE	01 BP 1751 ABIDJAN 01
DJIBO	NICOLAS	ADMINISTRATEUR	BP 1 BOUAKE
KOBENAN YAO	KRA	DIR. ADMNI. ET COMPTABLE	01 BP 1485 BOUAKE 01

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Nationalité	Capital	
		Montant (millions FCFA)	%
CDCI	IVOIRIENNE	230 000 000,000	23,00
PALMCI	IVOIRIENNE	50 000 000,000	0,25
TOTAL		280 000 000,000	

triturf

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bilan - Système normal

Réf.	ACTIF	Brut	Exercice N Amort./Prov.	Net	Ex. N - 1 Net
ACTIF IMMOBILISE (1)					
AA	Charges immobilisées				
AB	Frais d'établissement et charges à répartir	0		0	0
AC	Primes de remboursement des obligations	0		0	0
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels	0	0	0	0
AG	Fonds commercial	0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	0	0	0	0
AK	Bâtiments	3 899 747 686	3 407 282 380	492 465 306	562 055 436
AL	Installations et agencements	2 658 137 296	2 158 362 089	499 775 207	626 745 826
AM	Matériel	6 118 544 827	5 790 040 555	328 504 272	487 042 274
AN	Matériel de transport	481 151 365	239 776 648	241 374 717	272 418 252
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	0	0	0	9 862 320
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	280 000 000	56 522 506	223 477 494	312 400 000
AS	Autres immobilisations financières	697 809 194	0	697 809 194	700 360 319
AW	(1) dont H.A.O				
	Brut	0			
	Net	0			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	14 135 390 368	11 651 984 178	2 483 406 190	2 970 884 427

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bilan - Système normal

Réf.	ACTIF	Brut	Exercice N Amort./Prov.	Net	Ex. N - 1 Net
AZ	Report total Actif Immobilisé	14 135 390 368	11 651 984 178	2 483 406 190	2 970 884 427
BA	Actif circulant H.A.O				
BB	Stocks				
BC	Marchandises	685 390 984	0	685 390 984	881 106 500
BD	Matières premières et autres Approvisionnements	1 754 388 686	82 852 637	1 671 536 049	1 675 436 034
BE	En-cours	47 820 286	0	47 820 286	116 876 559
BF	Produits fabriqués	225 243 547	35 633 272	189 610 275	277 943 069
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	534 168 257	0	534 168 257	73 564 557
BI	Clients	2 497 823 115	324 891 590	2 172 931 525	2 677 625 369
BJ	Autres créances	5 307 984 927	0	5 307 984 927	507 955 390
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	11 052 819 802	443 377 499	10 609 442 303	6 210 507 478
	TRESORERIE ACTIF				
BQ	Titres de placement	0	0	0	0
BR	Valeurs à encaisser	0	0	0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	412 682 332	0	412 682 332	3 118 077 758
BT	TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	412 682 332	0	412 682 332	3 118 077 758
BU	Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	25 600 892 502	12 095 361 677	13 505 530 825	12 299 469 663

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bilan - Système normal

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice. N - 1
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
CA	Capital	2 600 000 000	2 600 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	- 0	0
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apports, d'émission de fusion	0	0
CE	Ecart de réévaluation	0	0
CF	Réserves indisponibles	1 145 431 522	1 037 302 923
CG	Réserves libres	0	0
CH	Report à nouveau + ou -	843 821 528	910 664 136
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	897 340 217	1 081 285 991
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	0	0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	1 328 558 275	1 328 558 275
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	6 815 151 542	6 957 811 325
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)			
DA	Emprunts	0	0
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	0	0
DD	Provisions financières pour risques et charges	0	0
DE	(1) dont H.A.O	0	
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	6 815 151 542	6 957 811 325

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bilan - Système normal

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice. N - 1
DG	Report Total Ressources stables	6 815 151 542	6 957 811 325
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O	0	0
DI	Clients, avances reçues	766 860 847	836 430 343
DJ	Fournisseurs d'exploitation	4 152 928 734	3 309 324 749
DK	Dettes fiscales	476 403 105	113 607 180
DL	Dettes sociales	902 428 602	978 286 348
DM	Autres dettes	23 392 489	104 009 718
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	6 322 013 777	5 341 658 338
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	0	0
DR	Banques crédits de trésorerie	0	0
DS	Banques, découverts	368 365 506	0
DT	TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	368 365 506	0
DV	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	13 505 530 825	12 299 469 663

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compte de résultat - Système normal

Réf.	PRODUITS (1ère partie)	Exercice N	Exercice. N - 1
ACTIVITE D'EXPLOITATION			
TA	Ventes de marchandises	7 451 179 153	8 804 161 928
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	234 719 108	483 794 886
TC	Ventes de produits fabriqués	15 919 954 840	19 601 387 999
TD	Travaux, services vendus	0	0
TE	Production stockée (ou déstockage)	(- ou +) - 152 406 343	11 370 593
TF	Production immobilisée	0	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	8 080 197 033	8 867 791 447
TH	Produits accessoires	429 525 622	426 945 844
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	23 800 659 615 / 28 832 495 771	
TJ	(1) dont à l'exploitation	2 965 363 910 / 4 600 184 297	
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	250 039 355	171 738 392
TN	VALEUR AJOUTEE	4 428 343 000	5 007 593 330
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 816 639 138	2 076 475 275
TS	Reprises de provisions	0	0
TT	Transferts de charges	0	888 170
TW	Total des produits d'exploitation	23 898 292 627	29 016 492 926
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+); Perte (-)	1 290 039 196	1 408 115 438

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compte de résultat - Système normal

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice. N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	23 898 292 627	29 016 492 926
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	214 987 472	52 983 947
UC	Gains de change	5 451	7 100 913
UD	Reprises de provisions	0	0
UE	Transferts de charges	0	0
UF	Total des charges financières	214 992 923	60 084 860
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	149 335 665	5 391 818
UH	Total des charges des activités ordinaires	24 113 285 550	29 076 577 786
UI	RESULTATS DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	1 439 374 861	1 413 507 256
UJ	(1) dont impôt correspondant	529 168 966	/ 453 998 561
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	30 135 000	187 349 686
UL	Produits H.A.O	0	0
UM	Reprises H.A.O	0	0
UN	Transferts de charges	0	0
UO	Total des produits H.A.O	30 135 000	187 349 686
UP	RESULTAT H.A.O (+ ou -)	- 19 793 351	187 349 686
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	24 143 420 550	29 263 927 472
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) : Perte (-)	897 340 217	1 081 285 991

ANNEXES AUX RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compte de résultat - Système normal

Réf.	CHARGES (1ère partie)	Exercice N	Exercice. N - 1
ACTIVITE D'EXPLOITATION			
RA	Achats de marchandises	6 887 993 529	8 573 764 879
RB	- Variation de stocks (- ou +)	328 466 516	- 253 397 837
<i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i>			
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	7 751 501 307	9 112 900 013
RD	- Variation de stocks (- ou +)	- 64 149 843	1 632 067 132
<i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>			
RE	Autres achats	1 292 282 605	1 036 880 541
RH	- Variation de stocks (- ou +)	- 4 562 097	32 884 542
RI	Transports	1 184 759 282	1 945 124 137
RJ	Services extérieurs	1 438 023 029	1 415 626 166
RK	Impôts et taxes	560 620 836	318 179 306
RL	Autres charges	95 014 463	193 982 545
<i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>			
RP	Charges de personnel (1)	2 611 703 862	2 931 118 055
(1) dont personnel extérieur 277 311 973 / 346 908 384			
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	526 599 942	669 248 007
RW	Total des charges d'exploitation	22 608 253 431	27 608 377 488
<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>			

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compte de résultat - Système normal

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice. N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	22 608 253 431	27 608 377 488
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	9 134 752	54 661 435
SC	Pertes de change	0	31 607
SD	Dotation aux amortissements et aux provisions	56 522 506	0
SF	Total des charges financières	65 657 258	54 693 042
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	22 673 910 689	27 663 070 530
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	49 928 351	0
SL	Charges H.A.O	0	0
SM	Dotation H.A.O	0	0
SF	Total des charges H.A.O	49 928 351	0
	<i>(Résultat H.A.O voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs	0	0
SR	Impôts sur le résultat	522 241 293	519 570 951
SS	Total participation et impôts	522 241 293	529 570 951
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	23 246 080 333	28 182 641 481

(Résultat net voir UZ)

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Tableau Financier des Ressources
et des Emplois (TAFIRE) - Système normal**

1ère Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

• **CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)**

CAFG = EBE
 - Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	9 134 752	E.B.E (TT) Transferts de charges d'exploitation	1 816 639 138
(SC) Pertes de change	0	(UA) Revenus financiers	214 987 472
(SL) Charges H.A.O	0	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de changes	5 451
(SR) Impôts sur le résultat	522 241 293	(UL) Produits H.A.O	
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total (I)	531 376 045	Total (II)	2 031 632 031

CAFG : Total (II) - Total (I) = 1 500 256 016 **XA** (N - 1) : 1 563 184 312

• **AUTOFINANCEMENT globale (A.F.)**

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (I)

AF = 1 500 256 016 - 1 040 000 000 = 460 256 016 **XB** (N - 1) 523 184 312

• **VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)**

Var. B.F.E = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois Augmentat° (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		ou 195 715 516
(BD) Matières premières		ou 3 899 985
(BE) En-cours	0	ou 69 056 273
(BF) Produits fabriqués	0	ou 88 332 794
(A) Variat° globale nette des stocks	0	ou 357 004 568

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividende

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Tableau Financier des Ressources
et des Emplois (TAFIRE) - Système normal**

1ère Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois Augmentat° (+)		Ressources diminution (-)	
(BH) Fournisseurs, avances versées	460 603 700	ou		
(BI) Clients		ou	504 662 590	
(BJ) Autres créances	4 800 129 537	ou		
(B) Variation globale nette des créances	4 756 070 647	ou	0	

Variation des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois diminution (-)		Ressources Augmentat° (+)	
(DI) Clients, avances reçues	69 569 496	ou		
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	843 603 985	
(DK) Dettes fiscales		ou	362 795 925	
(DL) Dettes sociales	75 857 746	ou		
(DM) Autres dettes	80 617 229	ou		
(DN) Risques provisionnés		ou		
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	ou	980 335 439	

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	XC	3 418 710 640	ou	0
--	-----------	----------------------	-----------	----------

• EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1	
Excédent brut d'exploitation	1 816 639 138	2 076 475 275	
- Variat° du B.F.E (- si emplois ; + si ressources (- ou +)	(3 418 710 640)	(18 422 414)	
- Production immobilisée	0	0	
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	XD	(1 602 071 502)	2 058 052 861

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Tableau Financier des Ressources
et des Emplois (TAFIRE) - Système normal**

2e Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

Réf.		Exercice N Emplois	Exercice N Ressources	Exercice N - 1 (E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	0	0	0
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	145 796 359	7 964 401	126 468 062
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	154 350	22 680 000	(53 103 115)
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	115 306 308	0	73 364 947
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	3 418 710 640	0	18 422 414
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	3 534 016 948	0	91 787 361
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O)	0	0	0
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	0	0	0
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	3 534 016 948	0	91 787 361

ANNEXES AUX RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Tableau Financier des Ressources
et des Emplois (TAFIRE) - Système normal**

(suite)

Réf.		Exercice N Emplois	Ressources	Exercice N - 1 (E - ; R +)
V. FINANCEMENT INTERNE				
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G (Ressources)	1 040 000 000	1 500 256 013	1 563 184 312
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES				
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux	////////////////////	0	0
FN	Subventions d'investissement	////////////////////	0	0
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)	0	////////////////////	0
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS				
FQ	Emprunts (2)	0	0	0
FR	Autres dettes financières (2)	0	0	0
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C. - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	460 256 016	1 563 184 312
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	3 073 760 932		0 1 471 396 951
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE				
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	44 316 826		3 118 077 758
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	3 118 077 758	////////////////////	1 756 333 132
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	(3 073 760 932)	0 3 073 760 932	1 361 744 626

Contrôle : D = VIII avec signe opposé

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III; VIII : différence "Bilantielles"

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (FDR) : FDR(N) - FDR(N-1)	0	344 818 454
Variation du B. F global (B.F.G) : BFG(N)-BFG(N-1)	3 418 579 386	0
Variation de la trésorerie (T) : T(N)-T(N-1)		3 073 760 932
TOTAL	3 418 579 386	3 418 579 386